



DECLARATION LIMINAIRE DE LA CGT EDUC'ACTION DU VAR

Comité Technique Spécial Départemental du 25 Janvier 2019

La CGT Educ'Action du Var se félicite de ses résultats aux élections professionnelles. Le syndicalisme de lutte s'est ainsi vu récompenser, c'est notamment ce qui nous permet de siéger à ce comité.

Et pour commencer, permettez-nous de dénoncer quelqu'un qui est là et qui pourtant n'a rien à y faire.

Elle est dans cette pièce parmi nous, en ce moment comme elle était d'ailleurs au Comité Technique Académique la semaine dernière. D'ailleurs depuis des années elle rode dans toutes les instances de l'Education Nationale....

Mais pas seulement, nous sommes convaincus que c'est aussi elle qui a soufflé ces mots à M. le Recteur dans sa lettre réponse aux centaines de collègues qui lui avaient écrit pour demander que la prime de fin d'année octroyée par le président Macron puisse également bénéficier aux enseignants.

Oui on reconnaît son style lorsqu'il écrit que pour « *soutenir le pouvoir d'achat des personnels, le Ministre a décidé de développer les heures supplémentaires dans le second degré, des heures désocialisées et défiscalisées* » ou bien lorsqu'il annonce « *la création d'un observatoire de la rémunération des professeurs, dès le début de cette année.* »

Oui on entend bien derrière les beaux slogans de l'école de la confiance, sa petite voix qui répète travailler plus pour gagner plus

Elle était également là hier sous ces fenêtres lors de la mobilisation contre les réformes des lycées. Car on sait bien que derrière ces pseudo réformes il y a avant tout la contribution de l'Education nationale à la réduction du nombre de fonctionnaires, comme préconisée dans le rapport CAP 2022. La contractualisation à outrance est à l'honneur, permettant de museler les personnels sous statut précaire ! Une réduction du nombre de fonctionnaires que le président Macron va grossièrement chercher à légitimer à travers le « grand débat ».

Bref, vous l'avez tous reconnu, celle qui pollue le débat depuis si longtemps c'est bien sûr l'AUSTERITE !

Mais cette austérité elle ne tombe pas du ciel, ce n'est pas une catastrophe naturelle comme les inondations ou les séismes. Non, elle est pensée, organisée, planifiée, en bref c'est une politique. Ça y est le mot est prononcé, certains se bouchent déjà, les oreilles, drapés dans leur indignation : Monsieur ICI on ne fait pas de politique !

Et bien si, n'en déplaise à ces âmes sensibles, ici même, aujourd'hui, dans cette instance nous allons faire de la politique ! Nous allons partager les miettes, gérer la pénurie...Un seul mot pour vous en convaincre, un seul exemple ce constat fait par Monsieur le secrétaire Général du rectorat lors du CTA de la semaine dernière, constat qui

sonne comme un aveu, « *il y aura 1738 élèves de plus à la rentrée prochaine dans l'académie et 8 ETP de plus, seulement, alors que le taux d'encadrement académique est dans les derniers au niveau national...* » Si ça ce n'est pas une politique d'austérité qu'est-ce que c'est ?

D'ailleurs nous proposons de débaptiser ces instances de ne plus dire Comités Techniques mais plutôt Comités Politiques, Comités Politiques d'Austérité en l'occurrence. Mais ne comptez pas sur nous, à la CGT, pour lui dérouler le tapis rouge à cette politique d'austérité.

En effet, la CGT se bat contre elle à tous les niveaux : contre la future réforme des retraites, pour une hausse des salaires des personnels avec le dégel du point d'indice et le rattrapage des pertes subies depuis 2010, pour l'indexation du point d'indice sur l'inflation, pour la suppression du jour de carence.

Elle défend au quotidien l'intérêt et la dignité de tous les personnels, elle défend leurs conditions de travail. Les métiers de l'Éducation Nationale nécessitent d'être réellement reconsidérés. La considération dont nous parlons, ce n'est pas celle des mots ou des bons vœux, celle de la pensée magique résumée par ce slogan politique répété partout et même sur les documents de ce comité technique « *l'école de la confiance* ».

Cette considération passe d'abord par une vraie augmentation des grilles indiciaires et une réduction du temps de travail. La CGT revendique pour tous les personnels une augmentation immédiate de 400 euros soit 90 points d'indice afin de rétablir le pouvoir d'achat perdu depuis près de 20 ans.

Pour en venir à l'ordre du jour, nous avons en premier lieu un grief contre la méthode de travail. **Nous avons appris, la semaine passée lors du CTA, que les DGH dans les lycées résultaient cette année d'une nouvelle méthode de calcul, une méthode dite « mixte », devant nos interrogations, le rectorat nous a renvoyé à cette instance pour obtenir les explications nécessaires.** Vous reconnaîtrez que ça pose un sérieux problème en terme de dialogue social.

Quant aux moyens alloués pour la rentrée prochaine dans le Var, nous ne pouvons que déplorer, comme chaque année, une gestion comptable. L'éducation devrait pourtant pouvoir prétendre à une logique humaniste, dépassant le cadre budgétaire. Mais l'émancipation des futur.e.s citoyen.ne.s coûte cher me direz-vous, le budget de la France ne supporte plus de dépenses supplémentaires, il n'y a plus d'argent... etc, d'où la politique d'austérité ...

Nous pourrions répondre à cela que ce ne sont pas des dépenses mais un Investissement sur l'avenir de notre pays, que c'est une entreprise de long terme et que nous en cueillerions les fruits dans 15 ou 20 ans. Mais ce n'est pas à l'agenda de cette instance et encore moins à l'agenda politique de la République en Marche.

Alors, nous serons plus terre à terre. **Si c'est au nom de l'austérité que l'on envisage de supprimer 336 heures postes dans les collèges du département, 342 dans les LP et 430 dans les Lycées généraux, alors pourquoi les compenser par des HSA ? +178 HSA en Lycées Pro. +218 en Lycées Généraux et +372 en Collèges !**

A travers cette interrogation, nous nous doutons, vous vous en doutez, des réponses. Premièrement, ce n'est pas seulement une question de coût mais bel et bien la volonté de supprimer des postes, pour réduire le nombre de fonctionnaires et flexibiliser

la main d'œuvre : les Heures Supplémentaires sont plus facilement ajustables que les Heures Postes.

Deuxièmement, il s'agit d'augmenter encore la marge d'autonomie des établissements, c'est flagrant au niveau des lycées où grâce à l'alibi des réformes, les Dotations Horaires liées aux structures ont largement régressé au profit des moyens relevant de l'autonomie de l'établissement.

Troisièmement, le gouvernement prétend faire croire aux personnels qu'il agit en leur faveur, qu'ils vont récupérer du pouvoir d'achat par le biais des heures supplémentaires et de leur défiscalisation. La stratégie de moyen/ long terme est d'une évidence qui n'a jamais été aussi limpide : réduire le service public d'éducation à sa portion congrue avant de livrer le reste au marché.

En effet cela ne saurait se résumer à une question budgétaire, puisque de l'argent il y en a ! Si effectivement l'école est une priorité , il suffit de s'en donner les moyens récupérons l'argent de la fraude sociale patronale du fait du non-paiement des cotisations sociales : 25 milliards d'euros par an ; soumettons les dividendes des actionnaires au même niveau de taxation que les salaires : 20 milliards d'euros par an ; faisons de même pour les produits financiers et récupérons 20 milliards d'euros par an supplémentaires, stoppons les exonérations de cotisations sociales et ce seront 27 milliards que l'on pourra utiliser, arrêtons le CICE, dispositif qui n'a eu aucun impact sur l'emploi, et c'est 18 milliards que nous ferons d'économie ; favorisons l'égalité salariale hommes/femmes et c'est 20 milliards encore de récupérés...au total cela fait 130 milliards par an et nous en oublions surement... soit l'équivalent du budget total de l'éducation nationale pour une année qui est d'environ 137 milliards, de quoi en créer des postes d'enseignants, de quoi en doubler des classes, de quoi en diminuer des effectifs par classe...de quoi en finir avec l'austérité !